

L'ORDRE MONDIAL RELÂCHÉ

Sens et puissance après la guerre froide

sous la direction de

ZAKI LAÏDI



Références

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

Extrait de la publication

L'ORDRE MONDIAL RELÂCHÉ

sens et puissance après la guerre froide

Ouvrages parus dans la collection « Références » :

1. *Critique de la décision*, Lucien Sfez.
2. *Crise du féodalisme*, Guy Bois.
3. *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, Pierre Renouvin, René Rémond.
4. *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*, Hélène Carrère d'Encausse.
5. *Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*, Nicole Racine, Louis Bodin.
6. *André Malraux et le gaullisme*, Janine Mossuz-Lavau.
7. *Mon village*, Roger Thabault.
8. *Le mode de vie des familles bourgeoises, 1873-1953*, Marguerite Perrot.
9. *Emploi et chômage*, Jacques Mairese.
10. *Administration et politique sous la Cinquième République*, Francis de Baecque, Jean-Louis Quermonne.
11. *La Constitution de la Cinquième République*, Olivier Duhamel, Jean-Luc Parodi (épuisé).
12. *Le fellah marocain, défenseur du trône*, Rémy Leveau.
13. *L'État au Cameroun*, Jean-François Bayart.
14. *L'identité au travail*, Renaud Sainsaulieu (épuisé).
15. *Sociologie des Brazzavilles noires*, Georges Balandier.
16. *France de gauche, vote à droite?*, Jacques Capdevielle, Élisabeth Dupouquier, Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth, Colette Ysmal.
17. *La Constitution de la Cinquième République*, Olivier Duhamel, Jean-Luc Parodi (nouvelle édition).
18. *L'identité au travail*, Renaud Sainsaulieu (nouvelle édition).
19. *Les musulmans dans la société française*, Rémy Leveau, Gilles Kepel.
20. *Les espaces d'Israël*, Alain Dieckhoff.
21. *Explication du vote*, Daniel Gaxie.
22. *L'électeur français en questions*, CEVIPOF (inédit).
23. *Sirius face à l'histoire*, Bruno Rémond (inédit).
24. *Naissance de la Cinquième République*.
25. *A l'Est en Europe. Des économies en transition*, Jean-Paul Fitoussi.
26. *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Yves Mény.
27. *Sur l'individualisme*, Pierre Birnbaum, Jean Leca.
28. *Géographies du politique*, Jacques Lévy.
29. *Sociologie des crises politiques*, Michel Dobry.
30. *L'entreprise, une affaire de société*, Renaud Sainsaulieu.
31. *La France de la « Belle Époque »*, Jean-Baptiste Duroselle.
32. *L'ordre mondial relâché*, Zaki Laïdi.

Le Catalogue général sera envoyé sur simple demande adressée aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques
44, rue du Four, 75006 Paris.

L'ORDRE MONDIAL RELÂCHÉ

Sens et puissance après la guerre froide

sous la direction de

ZAKI LAÏDI

*Deuxième édition
revue et augmentée*

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

Extrait de la publication

ISBN de la version numérique : 9782724685282

Couverture : Luis Costa Bonino

Photo de couverture : Gamma.

© 1993 PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES
POLITIQUES
ISBN 2-7246-0628-0 (nouvelle édition)
ISBN 2-7246-0606-X (1^{re} édition, 1992)

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) (3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

Extrait de la publication

ONT COLLABORÉ A CET OUVRAGE

Zaki LAÏDI, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (Centre d'études et de recherches internationales).

Anne-Marie LE GLOANNEC, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Fondation nationale des sciences politiques).

Jean-Marie BOUISSOU, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Fondation nationale des sciences politiques).

Elizabeth PICARD, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Fondation nationale des sciences politiques).

Helen MILNER, professeur à l'Université Columbia (New York).

Jean-Luc DOMENACH, directeur du Centre d'études et de recherches internationales (Fondation nationale des sciences politiques).

Jean-Louis MARGOLIN, maître de conférences à l'Université Strasbourg-II, chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales.

Georges COUFFIGNAL, professeur à l'Université Paris-III (Institut des hautes études d'Amérique latine).

François CONSTANTIN, professeur à l'Université de Pau et des pays de l'Adour.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage est le fruit d'une réflexion collective développée dans un groupe de recherche pendant plus d'une année. Ce travail d'équipe n'aurait guère été rendu possible sans la grande disponibilité dont ont fait preuve ses différents membres, par ailleurs engagés sur d'autres « chantiers », et sans les conditions de travail exceptionnelles offertes par le Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques. Mes remerciements s'adressent à l'ensemble des auteurs de ce livre ainsi qu'à Rachel Bouyssou sans l'aide de qui cet ouvrage n'aurait pas pu voir le jour aussi rapidement.

Zaki Laïdi

TABLE DES MATIÈRES

Penser l'après-guerre froide, par <i>Zaki Laïdi</i>	5
---	---

CHAPITRE 1

SENS ET PUISSANCE DANS LE SYSTÈME INTERNATIONAL

Zaki Laïdi

Le découplage du sens et de la puissance	18
Ni unipolaire, ni multipolaire	27
L'ambivalence du temps mondial	37

CHAPITRE 2

LE SENS DE LA PUISSANCE ALLEMANDE

Anne-Marie Le Gloannec

Les paradoxes du modèle économique : envié mais guère transposable	47
Comment l'Allemagne peut-elle faire sens ?	53
Comment l'Allemagne maximise-t-elle sa puissance ?	58
Un nouvel universalisme allemand ?	63

CHAPITRE 3

LE JAPON EN QUÊTE DE LÉGITIMITÉ

Jean-Marie Bouissou

Le Japon dans l'ordre de la guerre froide : un alignement à géométrie variable	72
Les mentalités collectives : facteurs d'inhibition à la pro- duction de sens	77

Les contraintes internes du jeu extérieur : le processus de décision et l'opinion	85
Hypothèses pour le Japon dans l'ordre mondial relâché ..	91

CHAPITRE 4

LE MOYEN-ORIENT APRÈS LA GUERRE FROIDE ET LA GUERRE DU GOLFE

Elizabeth Picard

La « zone utile » et ses marges	105
Une nouvelle donne stratégique	112
Temps mondial et contretemps régionaux	121

CHAPITRE 5

COMMERCE MONDIAL UNE NOUVELLE LOGIQUE DES BLOCS ?

Helen Milner

Le commerce mondial durant la guerre froide (1958-1989)	132
Conflits politiques et structures commerciales	139

CHAPITRE 6

LE RELÂCHEMENT DE LA CHINE

Jean-Luc Domenach

L'« avance » chinoise	157
La fin du « triangle stratégique »	162
Le relâchement intérieur	166

CHAPITRE 7

EXTRÊME-ORIENT LE SENS DE LA PROSPÉRITÉ

Jean-Louis Margolin

Naissance de la complexité	180
Relâchement et réorganisation	186
Au rythme du monde ?	194
Le Japon : puissance relative, sens limité	197

CHAPITRE 8
LE SYSTÈME INTERAMERICAIN
APRÈS LA GUERRE FROIDE
Georges Couffignal

Des relations traditionnellement univoques et asymétriques	209
Vers un nouvel ordre interaméricain	224
Vide idéologique et ambivalence des relations	228

CHAPITRE 9
L'AFRIQUE
AJUSTEMENT ET CONDITIONNALITÉ
François Constantin

Les fleurs fanées de la bipolarité	237
L'ambivalence du temps mondial	243
L'impensable marginalisation	252

PENSER L'APRÈS-GUERRE FROIDE

On avait espéré, dans l'euphorie qui accompagna la chute du Mur de Berlin, que le système international était désormais mûr pour une refonte en profondeur de ses principes d'organisation et de ses règles de fonctionnement. Parce que l'on estimait que la guerre froide expliquait tout ou presque, on en conclut fort logiquement que sa disparition permettrait tout. Dès lors que la « démocratie de marché » ne souffrait plus d'aucune concurrence, les obstacles engendrés par l'interdépendance économique ou l'interpénétration culturelle, la mondialisation des échanges et des nuisances se trouvaient levés. Parce que les querelles idéologiques avaient entravé la concertation internationale, leur disparition en hâterait naturellement l'avènement. Ainsi était censé s'esquisser un cercle vertueux de l'après-guerre froide, où désidéologisation et mondialisation se renforceraient mutuellement, préfigurant l'amorce d'un gouvernement mondial en charge des biens communs de l'humanité par ONU interposée.

Cette vision très kantienne gorgée de références aux Lumières se heurta à des réalités internationales singulièrement rétives à toute nouvelle captation téléologique. A défaut de nouvel ordre international, nous nous trouvons donc dans un système international relâché dont le trait distinctif n'est pas tant le « désordre », terme nécessairement relatif et largement descriptif, que la tension croissante entre une dynamique de la puissance qui pousse sous la pression économique à la mondialisation et à l'intégration et une problématique du sens qui, depuis qu'elle a perdu tout soubassement téléologique, semble de plus en plus sécable, friable, errante. Ce divorce entre sens et puissance trouve son expression la plus visible et la plus forte dans le contraste entre la mondialisation accélérée des marchés et la remontée des particularismes ethniques, culturels ou régionaux. Il

existe une concordance dans le temps entre la *fin de la géographie* et la revitalisation des micro-histoires. Ce divorce demeure cependant beaucoup plus difficile à interpréter qu'il n'y paraît de prime abord. En effet, si l'on peut voir dans les phénomènes de repli identitaire (infiniment petit) la contrepartie à la mondialisation (infiniment grand), on se rend compte dans les faits que cette symétrie apparente n'explique rien. Certes, le sentiment de vivre dans un monde plus vaste génère une certaine insécurité. Mais, dans bien des cas, c'est parfois moins la mondialisation en tant que telle qui induit ces phénomènes que l'effondrement du politique (compris au sens de projet collectif) ou l'inadéquation de l'État-nation territorialisé. L'affirmation identitaire et particulariste s'effectue moins contre la mondialisation que par rupture avec les représentations téléologiques et universalistes de l'Histoire. De surcroît, tous les mouvements particularistes ou identitaires puisent allègrement dans les ressources de la mondialisation pour faire avancer leurs revendications, qu'il s'agisse de la télévision, des réseaux financiers internationaux, de l'activation des diasporas ou de la participation aux jeux de l'échange marchand (trafics de drogue ou de pierres précieuses pour ne citer que des exemples bien connus). Ainsi parce que les mouvements les plus régressifs ou les plus passésistes intègrent d'une certaine manière la mondialisation dans leurs stratégies, il paraît difficile de conférer aux thèses du « retour au passé » une grande valeur heuristique. Cela d'autant plus que l'hypothèse des « retours du nationalisme » bute sur un obstacle de taille : que peut bien signifier le retour au nationalisme en Asie centrale, où les républiques musulmanes de l'ancienne Union soviétique s'avèrent être des purs produits du stalinisme et où, en conséquence, l'idée nationale tadjik, ouzbek ou khirgize n'existait tout simplement pas avant la création de l'URSS ? Le « retour au nationalisme » a ceci de particulier qu'il est souvent le point de départ à la réinvention du passé plutôt que la consécration d'un processus qui aurait été congelé par la guerre froide. Autrement dit, le nationalisme ne fait pas spontanément ou totalement sens. Il faut, au contraire, lui en donner un, l'enraciner dans un cadre qui n'existait pas. D'autant que, même dans les cas où il préexistait historiquement (les États baltes), le déphasage entre les attentes et la réalité quotidienne est tel qu'il remet singulièrement en question le « sens » que l'on avait cru pouvoir retrouver.

Que peut signifier l'idée d'un « retour au nationalisme » en Russie où la Nation a toujours été indissociée de l'Empire, et où, aujourd'hui, la privation d'Empire constitue un phénomène historique inédit.

Autant dire que, dans ce cas comme dans d'autres, l'utilisation sélective d'un stock de références historiques se révèle notoirement insuffisante, voire inopérante pour « reconstruire du sens ». Elle l'est encore davantage pour relier cette quête de sens à l'exercice de la puissance dans la mesure où, dans l'ancienne URSS comme dans l'ancienne Tchécoslovaquie, les phénomènes de scissiparité politique vont systématiquement à l'encontre d'une logique de complémentarité économique, complémentarité que le soviétisme avait organisée mais pas totalement inventée. Ajoutons à cela que l'hypothèse du « retour au nationalisme » se trouve affaiblie par l'extrême hétérogénéité des situations qu'elle prétend décrire. Les « nationalismes » tatar, yakoute ou sibérien ne sont rien d'autre que des processus d'instrumentalisation du nationalisme par des élites politiques exerçant leur autorité sur des territoires riches en ressources naturelles et qui, dans le contexte de déréliction politique et sociale qui caractérise la Fédération de Russie, ne souhaitent aucunement les partager avec un ensemble plus large qui ne fait plus sens et produit, encore moins de puissance. On comprendra, dans de telles conditions, que le débat entre « fin de l'Histoire » et « retour de l'Histoire » n'a pas lieu d'être tant les deux processus sont en vérité complémentaires. Il y a bel et bien fin de l'Histoire, non pas au sens de fin du processus de transformation et d'évolution des sociétés humaines, mais au sens de promesse finalisée (*l'Endzweck* de Hegel) et téléologique portée par un ou plusieurs États, au sens de parcours entre un point de départ et un point d'arrivée, de trajectoire entre ce que Kosselek appelle le champ de l'expérience et l'horizon d'attente. Penser l'après-guerre froide, c'est aujourd'hui réfléchir sur les implications de la « clôture du cycle historique ouvert par la Révolution française », comme l'a souligné si justement François Furet. Symétriquement, il y a « retour à l'Histoire », c'est-à-dire retour à une thématique de l'enracinement. Mais outre qu'il est, comme on l'a vu, très difficile de revenir en arrière et d'articuler ce retour aux contraintes les plus élémentaires du présent, se pose la question essentielle de dater ce retour à l'Histoire : retour à l'Histoire, mais à quelle histoire ? Dans un premier temps, on le situa spontanément à la période précédant l'avènement du communisme. Or, dans la Russie, dans les Balkans et demain en Chine, on se rend compte que l'« arrêt sur image » à l'avant-guerre froide relève d'un certain arbitraire. Dans le cas des Balkans, c'est au moins au traité de Versailles qu'il convient de remonter tandis que dans le cas russe, c'est au *xv^e* siècle, quand la Russie – alors grand duché de Moscovie – se trouvait sans empire. Autant dire à

travers l'évocation de ces différents exemples que la « recomposition du sens » et l'articulation de celui-ci à l'exercice de la puissance ne sauraient se régler à travers une sorte de désintoxication idéologique ou téléologique à laquelle les adeptes poppériens de la « société ouverte » semblent parfois nous convier.

Le divorce entre sens et puissance ne saurait pour autant se limiter à la tension entre la logique intégratrice de l'économie et la dynamique désintégratrice de l'identité. Il affecte « en cascade » l'ensemble des facteurs d'exercice de la souveraineté politique des nations, au premier plan duquel figure l'instrument militaire. Pendant toute la durée de la guerre froide, l'articulation entre *puissance militaire* et *politique militaire* (sens) ne soulevait guère de problèmes majeurs. Dans le camp occidental, la priorité absolue allait au *containment* des forces soviétiques grâce à l'exercice notamment de la dissuasion nucléaire, même si les doctrines d'emploi de l'arme nucléaire pouvaient varier d'un acteur à l'autre (États-Unis, France) ou connaître des inflexions sensibles (la sanctuarisation absolue et exclusive du territoire français a, dans les faits, été abandonnée avant même la fin de la guerre froide).

Dans le camp soviétique, le dispositif du pacte de Varsovie était, en revanche, résolument offensif. Aujourd'hui, la perception d'un changement radical de l'équilibre des forces en Europe tient moins à des considérations strictement militaires (la Russie reste de très loin la première puissance militaire d'Europe) qu'à notre perception du danger. Autrement dit, notre représentation de l'effondrement de la puissance russe tient moins à ses faiblesses intrinsèques qu'à la privation de tout projet sous-tendant cette puissance. D'où ce constat à la fois banal mais essentiel : une puissance militaire, même considérable, accuse une forte perte de sens dès lors qu'elle ne parvient plus à l'articuler à une politique militaire. Ce divorce entre puissance militaire et politique militaire affecte non seulement la Russie mais, par symétrie, ses anciens adversaires occidentaux.

Pour tous les héritiers de la guerre froide, l'articulation entre puissance et politique militaire soulève deux séries de problèmes.

Le premier a trait au rapport entre défense et sécurité. Pendant la guerre froide, ces deux termes s'harmonisaient presque naturellement. Avec la fin de la guerre froide, la dissociation de ces deux termes devient plus manifeste. D'une part, parce que la sécurité se conçoit en termes de plus en plus généraux et englobe des éléments essentiels touchant aux technologies et au renseignement. Ensuite, et surtout, parce que les problèmes de sécurité ne se trouvent plus

systématiquement liés et identifiés à un acteur politico-militaire. Il existe aujourd'hui en Europe un sentiment général d'*insécurité* probablement plus grand que pendant la guerre froide, alors que les menaces militaires n'ont jamais été aussi faibles. Autrement dit, les réponses militaires (politique de défense) à l'insécurité apparaissent à la fois insuffisantes et incertaines. Les politiques de défense ne suffisent plus à dégager une politique de sécurité.

Le second a trait à la dissociation entre défense et nation. Pendant la guerre froide, la défense se voulait exclusivement nationale. La logique des alliances ne changeait rien à cette réalité première. Aujourd'hui, on peut se demander si cette équivalence n'est pas remise en question. Cet élargissement tient dans le cas européen à la conséquence d'au moins trois facteurs : la nécessité absolue d'un partage des coûts des programmes de recherche militaires, la recherche d'identités collectives supranationales que l'absence d'instrument militaire collectif réduit à l'infirmité, l'irréalisme de solutions nationales dans un contexte où les menaces relèvent plus de la contagion politique (le phénomène de décomposition politique à l'Est gagne l'Ouest) que de l'affrontement de volontés étatiques. C'est ce dernier changement qui sera le plus difficile à penser et à organiser.

LES APRÈS-GUERRE FROIDE

Si le divorce entre le sens et la puissance semble durable, il ne paraît pas pour autant possible de déduire de cette hypothèse conceptuelle une architecture stable du système international. Ce dernier se prête, au contraire, à des interprétations de plus en plus fluides et fuyantes qu'il serait vain de prétendre vouloir fixer. Au demeurant, on reste confondu par la rapidité avec laquelle nos représentations de la fin de la guerre froide évoluent et se sédimentent dans la plus grande confusion. C'est pourquoi il convient désormais de parler *des* après-guerre froide et non plus seulement *de* l'après-guerre froide. Bien que nécessairement arbitraire, le recours à la chronologie se révèle ici fort instructif.

Le premier après-guerre froide commence avec la chute du Mur et s'achève avec le début de la crise du Golfe. C'est la période euphorique pendant laquelle fleurissent les thèses kantiennes et hégéliennes sur la paix perpétuelle et le triomphe de la raison. Rétrospectivement, cette appréciation peut prêter à sourire. Mais on aurait

tort de la réduire à une simple expression de naïveté. La fin de la guerre froide a constitué un moment exceptionnel. C'est en effet la première fois, dans l'histoire du système international moderne, que l'on a été amené à parler d'un nouvel ordre mondial, d'une nouvelle donne planétaire, sans que la précédente (guerre froide) ait été soldée par un affrontement militaire majeur entre les puissances dominantes du système international. Ce fut surtout le moment pendant lequel on a cru que la liquidation de la guerre froide représenterait un *moment maîtrisable dans le temps et dans l'espace*. La guerre froide constituait en quelque sorte un mauvais souvenir qu'il convenait de chasser de son esprit et dont l'évacuation mentale se trouvait facilitée par le constat d'échec généralisé porté sur le communisme. L'Occident, comme les élites de l'Est, ont eu tendance à interpréter la fin de la guerre froide comme une « purge », comme une sorte de *normalisation à l'envers* : « Je constatais avec effroi, disait récemment Vaclav Havel, que mon impatience avait quelque chose de communiste. »

Le fait que les sociétés civiles de l'Est se montraient incapables d'avancer la moindre idée nouvelle sur l'organisation de l'après-guerre froide, que la dissidence de l'Est ait été plus sociale (Pologne), plus morale (Tchécoslovaquie) que politique, que la transition au marché n'ait jamais été pensée par la dissidence est-européenne ou soviétique, tout ceci était interprété peu ou prou non comme un handicap structurel mais plutôt comme un circuit court vers la « démocratie de marché ». Même si cela n'a jamais été théorisé, ce premier après-guerre froide fut animé par un grand volontarisme libéral, reposant sur l'idée selon laquelle le rejet du communisme et la vacuité politique en Europe de l'Est – reflétée par une idéalisation infantile de l'Occident – constituaient le meilleur atout de la « démocratie de marché ». Maîtrisable dans le temps, l'après-guerre froide semblait également maîtrisable dans l'espace. On feignait de croire et d'espérer qu'il existait une sorte d'*optimum de la décomposition politique* à l'Est qui non seulement n'avait pas de raison de porter atteinte à la structure territoriale de la guerre froide (Allemagne de l'Est et pays Baltes exclus), mais qui, de surcroît, devait se limiter à l'Europe de l'Est. Pendant, comme après la guerre froide, les États-Unis n'ont, par exemple, jamais souhaité la destruction politique et territoriale de l'URSS. *Démanteler toute la guerre froide, mais rien que la guerre froide*. Tel devait être l'ordre du jour rationnel du nouvel ordre mondial.

Avec le début de la crise du Golfe, en août 1990, le système

international entre dans le second après-guerre froide. Cette crise aura pour effet d'amplifier et d'élargir au Sud la vision d'une restructuration forte et rapide du monde sur des bases nouvelles. Elle va amplifier l'euphorie occidentale, car cette crise préfigure la disparition politique de l'URSS. Il n'y avait non seulement plus d'alternative idéologique – ce que l'on savait depuis la chute du Mur de Berlin –, mais désormais plus d'alternative stratégique, ce que la plupart des pays du Sud – dans leur immense majorité – découvriront avec effroi. C'est la période qui voit fleurir l'idée de « nouvel ordre mondial » fondé sur le triomphe du droit international et de la raison. En vérité, il s'agissait moins de bâtir un « nouvel ordre mondial » que de dégager les règles d'un *nouvel ordre public international* reposant sur une articulation nouvelle et optimale entre principes et moyens aussi bien à l'Est qu'au Sud.

Au plan des moyens, la guerre du Golfe vit naître le principe de la coalition, combinant les avantages du consensus politique et ceux du leadership exercé par un acteur dominant.

Au plan des principes, elle consacra, à travers la fameuse résolution 688, le principe de l'ingérence, même si, dans les faits, le « texte fondateur de l'ingérence » reposait sur d'innombrables ambiguïtés. Ce second « moment » consacre superficiellement à l'échelle internationale – et plus seulement à l'Est – l'hypothèse d'un après-guerre froide maîtrisable, déchiffrable et qualitativement supérieur.

C'est le putsch de Moscou, suivi de l'effondrement de l'URSS en décembre 1991, un an après le début de la crise du Golfe, qui va ruiner cette représentation de l'après-guerre froide. Dans cette nouvelle phase, deux réalités nouvelles surgissent, annulant presque totalement les perceptions euphoriques précédentes.

La première conséquence de la disparition de l'URSS fut tout d'abord de démontrer que le principe de la *normalisation à l'envers* n'était plus de mise. La décomposition ne s'arrêterait plus aux portes de la guerre froide, mais emporterait avec elle tout l'édifice antérieur à cette même guerre froide. En effet, la décommunisation a non seulement entraîné la disparition de la RDA et de l'Union soviétique, mais provoqué l'éclatement de la fédération tchécoslovaque, la désintégration de la Yougoslavie, l'extension du phénomène de purification ethnique à tous les États d'Europe de l'Est ou de l'ancienne Union soviétique comptant en leur sein des minorités non nationales, et l'exacerbation des particularismes au sein même de la Fédération de Russie. Autrement dit, la logique de décomposition ne s'est non

CET OUVRAGE
A ÉTÉ REPRODUIT
ET ACHEVÉ D'IMPRIMER
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH
À MAYENNE EN JANVIER 1993

N° d'impression : 33487.
Dépôt légal : janvier 1993.
Imprimé en France.

Références

« Ce livre, sorti d'une longue réflexion en commun, est celui qui propose l'interprétation la plus intéressante, la plus neuve, des récentes mutations planétaires. Il va falloir, pendant quelque temps, se situer par rapport à lui. » (*Le Figaro*)

« Ce livre très fin propose une lecture extrêmement éclairante de l'évolution récente des relations internationales. » (*Le Monde*)

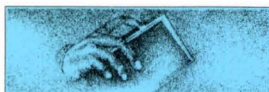
« Ce livre ambitieux, puisqu'il cherche à repenser les concepts des relations internationales, aidera à réfléchir au-delà des schémas. » (*Esprit*)

« L'ordre mondial relâché se caractérise par : le transitoire, l'instable, le désarticulé et l'ambivalent. A lire avant d'attacher nos ceintures et réfléchir. » (*L'Événement du jeudi*)

« Le premier ouvrage de fond sur le nouvel ordre mondial aura, par son approche même, une durée de vie supérieure à celle des livres d'actualité immédiate. » (*Journal du CNRS*)

Cet ouvrage qui, pour sa première édition, a été salué unanimement par la critique et a fait d'ores et déjà l'objet de plusieurs traductions, a réuni, autour de Zaki Laïdi, Anne-Marie Le Gloannec, Jean-Marie Bouissou, Elizabeth Picard, Helen Milner, Jean-Luc Domenach, Jean-Louis Margolin, Georges Couffignal et François Constantin.

Deuxième édition
augmentée d'une introduction inédite



60 F
janvier 1993
ISBN 2-7246-0628-0

Extrait de la publication